

« Le coût social de la mise en place de l'assainissement à Mayotte, entre vulnérabilisation sociale, politique et institutionnelle ».

Aude STURMA, Docteur en Sociologie, Chercheure associée au GET (Géoscience Environnement Toulouse), CNRS. audesturma@yahoo.fr.

L'accès à l'eau et à l'assainissement est un enjeu planétaire au plan environnemental, social et sanitaire, au centre des préoccupations des instances internationales, transcrites dans les objectifs du millénaire de l'ONU. L'atteinte de cet objectif semble pourtant complexe au regard des efforts restants à faire (OMS, 2013). La problématique est d'autant plus complexe en contexte insulaire et à fortiori si ce contexte est en mutation comme le montre le cas de Mayotte.

A bien des égards, Mayotte est un département français « entièrement à part » (Godin, 2011). Sa culture, ses traditions, sa religion, son éloignement géographique de la métropole, son relief et son climat, sont autant de défis pour les politiques françaises et européennes. Le contexte mahorais est en effet particulièrement complexe pour différentes raisons. D'abord, les multiples changements de statut juridique (colonie, collectivités territoriales d'outre-mer, département de Mayotte) ainsi que la mise en place d'un visa contraignant la libre circulation des populations entre les îles de l'archipel des Comores ont aggravé la problématique de l'immigration qui devient clandestine et représente aujourd'hui près de la moitié de la population totale de Mayotte. Ces populations sont les premières vulnérables à divers types de risques (sociaux, économiques et environnementaux) du fait de leurs faibles ressources et de leurs conditions de vie précaires. Ensuite, le changement social accéléré au cours des 15 dernières années a exacerbé les problématiques liées au développement de l'île (pression foncière, gestion des déchets, assainissement, etc.) et les facteurs de risques sanitaires et environnementaux. En particulier, en l'absence de collecte ou de traitement après collecte, la concentration des eaux usées en certains points de l'île pollue les ressources en eau et crée des risques sanitaires pour les populations ; de même, l'accumulation de déchets en tous genre dans les caniveaux entraîne la mauvaise évacuation des eaux pluviales, des risques d'inondations et crée aussi des risques de pollution.

Les risques sanitaires et environnementaux liés à la pollution de l'eau à Mayotte sont en fait présents sur tout le territoire, et si les maladies du « péril fécal » sont susceptibles de frapper les

populations les plus démunies du fait du manque d'hygiène et de leur condition de vie difficile, les maladies liées à la stagnation de l'eau (telle que la dengue ou le paludisme) ne reproduisent pas les inégalités sociales et touchent toutes les catégories socioprofessionnelles de l'île bien que les plus riches aient plus de ressources pour y faire face. La mise en place d'un assainissement de l'eau pérenne est donc primordiale.

Pourtant, elle se confronte à des difficultés qui outrepassent la sphère technique et/ou financière dans lesquelles l'assainissement est trop souvent contenu. En effet, les dispositifs techniques (stations d'épuration) et financiers (facturation de l'eau) ont des conséquences sociales, souvent passées sous silence et difficiles à appréhender en amont de leur mise en œuvre. Dans ce contexte, le choix du cadre de recherche est orienté vers une analyse en termes de « vulnérabilité » définie comme capacité insuffisante à faire face aux impacts de la pollution de l'eau sur l'environnement, la santé et la société, analyse que nous avons complétée par des analyses sociologiques plus classiques en termes d'action publique et de représentations sociales. Il s'est agi d'abord de repérer des éléments de vulnérabilité initiale et ensuite d'identifier les itinéraires de « vulnérabilité secondaire » (également qualifiée de vulnérabilité avancée), autrement dit, des facteurs venant aggraver cette vulnérabilité initiale (Sturma, Becerra, 2012). Qu'ils soient d'ordre juridique (difficile insertion du droit commun), politique (mise en place de mesures mal adaptées), économique (contraintes de l'augmentation du prix de l'eau), sociologique (persistance d'une gestion sociale traditionnelle des eaux usées) ces facteurs de vulnérabilité sont si imbriqués qu'il peut sembler vain de les distinguer dans une analyse de causalité première au vu de la grande complexité de chacun d'eux, de leurs interactions et du caractère multiscalaire de la vulnérabilité (initiale-avancée).

Aussi, une méthodologie de recherche associant plusieurs techniques d'investigation et multipliant les aller-retours sur le terrain a été implémentée et a permis de produire des résultats tangibles pour éclairer la complexité du sujet. Les résultats présentés ici, s'appuient sur l'analyse statistique d'un échantillon de 1000 foyers mahorais interrogés sur 6 sites présélectionnés en fonction des contraintes techniques et du contexte social. Aussi, une centaine d'entretiens semi-directifs ont été effectués auprès des populations, des acteurs politiques et institutionnels locaux.

L'analyse quantitative et qualitative des pratiques de gestion de l'eau et des eaux usées dans

diverses communes de Mayotte pose les bases d'un état des lieux des représentations des risques sanitaires et environnementaux liés à la pollution de l'eau sur l'île, terrain de recherche d'un nombre restreint de chercheurs. Il semblait ainsi nécessaire d'interroger sociologiquement la représentation des risques et ce, malgré le grand nombre de recherches relatives à cette question parce que nous avons pour hypothèse, qu'à Mayotte, la représentation permet d'éclairer la construction sociale du risque et de comprendre les contraintes et les leviers pour améliorer les comportements d'auto-protection et plus encore, l'adhésion et la participation aux politiques publiques dans ce domaine. L'approche statistique a permis en particulier de ne pas tomber dans une vision exclusivement culturaliste du risque, en nous invitant à construire notre analyse du problème de l'assainissement à Mayotte comme la rencontre entre des politiques de l'eau et des risques d'un côté et d'un public acteur à la fois destinataire de ces politiques et exposé aux risques de l'autre côté.

L'analyse des fondements culturels de la gestion de l'espace, de l'eau et des risques à Mayotte permet d'éclairer les phénomènes de traduction, de réappropriation et de résistance à/des normes de gestion de risque, de protection de la ressource mises en place par l'Etat français et la collectivité territoriale de Mayotte. S'intéresser à la culture d'un territoire, c'est éviter le biais ethnocentriste dans lequel on peut souvent tomber dès lors que l'on embrasse la question des représentations du risque. Nous mettons en avant le poids des représentations traditionnelles dans le rapport à la santé et notamment dans les stratégies de soin, stratégies qui illustrent le métissage entre un savoir médical ancestral et des techniques de soins à l'européenne (Benoist, 1993 ; Lartigau-Roussin, 2004).

L'analyse a apporté des données «objectivables » et mobilisables par les parties prenantes de la gestion de l'eau à Mayotte pour orienter les modes de mise en œuvre de la législation française, en particulier l'importance de l'information et la communication à faire, en amont de la réalisation d'un ouvrage d'assainissement. A ce titre, l'analyse statistique montre la persistance de pratique de raccordement frauduleux au réseau de récupération des eaux de pluie malgré un raccordement au réseau de récupération des eaux usées (Sturma, 2009). (Près de 20 % de notre échantillon continue d'évacuer une partie de l'eau usée dans les caniveaux alors qu'ils bénéficient d'un raccordement au réseau de traitement collectif).

Dans cette présentation, nous brossons le tableau des vulnérabilités institutionnelles et politiques et des processus de vulnérabilisation socioéconomiques aux mesures d'action publique en matière de gestion de l'eau et d'assainissement qui rétroagissent sur leur efficacité. Tout d'abord, nous avons identifié les difficultés des acteurs à mettre en place le SDAGE, difficultés liées à son élaboration même comme au processus de consultation des acteurs associatifs, institutionnels, privés et des élus qui se sont peu investis dans sa mise en œuvre. Ensuite, nous identifions des facteurs de vulnérabilités politique liés notamment au manque de formation des équipes municipales ainsi qu'à la conception traditionnelle du fait politique fondée sur la chefferie, la famille et facilitant le clientélisme (Condro, 2012). Nous décrivons les effets pervers de l'action publique en matière d'assainissement en termes de conséquences sociales et économiques :

- le partage du compteur d'eau entre plusieurs foyers augmente la facture d'eau pour chacun, effet non prévu d'une politique de tarification qui n'a pas été expliquée aux usagers : pour inciter à l'économie d'eau, le prix du mètre cube augmente par tranches et en fonction du nombre de mètres cubes consommés faisant que plus on consomme, plus on paie cher, ce qui est le cas lorsque plusieurs familles utilisent le même robinet.
- l'existence d'un « marché noir » de l'eau est imputable à la mise en place des bornes fontaines, dispositifs perçus par les habitants des quartiers concernés comme une stigmatisation de leur condition sociale : l'eau est donc revendue au prix fort loin de la borne fontaine notamment aux populations clandestines, les plus pauvres de l'île (Sturma, 2013).
- l'impact de la facture d'eau (comprenant l'assainissement) sur le budget moyen des ménages mahorais (qui s'élève à 17% en moyenne) révèle une vulnérabilité économique face à la facture d'eau bien au-delà des indicateurs élaborés par l'OMS qui fixe à 5% maximum le prix de la facture d'eau sur le budget des ménages pour que celle-ci soit supportable (Sturma, Becerra, 2012).

Enfin, nous présentons une démarche de modélisation sociale, somme toutes risquée pour le sociologue, compte tenu de la faible légitimité des modèles informatiques dans la discipline. Nous avons en effet conçu un outil original pour présenter aux SIEAM une partie de nos résultats en termes de *scénarii* d'augmentation du prix de l'eau sur la dégradation du tissu social mahorais:

la simulation multi-agents est ici utilisée pour analyser les conséquences d'une augmentation du prix de la facture d'eau sur les liens de solidarité qui fondent l'échange à Mayotte (Blanchy-Daurel, 1990). A partir de la description de l'élaboration du modèle *VulnéO*¹ et des résultats de simulation, le propos était de démontrer le pouvoir heuristique et explicatif de la méthode de modélisation à base d'agents. Du point de vue méthodologique, il s'agissait de présenter comment le réalisme de ce type de modèle peut être amélioré à travers l'utilisation de données qualitatives issues d'entretiens approfondis et d'observations ethnographiques. Les résultats de la simulation sociale réalisée esquissent un processus de précarisation économique et sociale dû à la disparition des liens d'entraide au-delà d'un certain seuil d'augmentation des prix de l'abonnement au service ou de la consommation d'eau. Ce phénomène apparaît comme un effet non prévu de la mise en œuvre d'une politique d'assainissement fondée sur les normes du droit commun français mais inadaptée au contexte mahorais. Il est représentatif des effets pervers du changement social tant attendu dans le 101^{ème} question de la pertinence du mode de tarification actuel et, parallèlement, celle de l'institutionnalisation de la solidarité économique pour que le prix de l'eau soit supportable pour les ménages mahorais (Sturma, becerra, *soumis*). L'outil de modélisation développé s'est avéré être un réel support pour une base de discussion autour du prix de l'eau avec les acteurs institutionnels et politiques de l'eau à Mayotte qui ont participé à travers des comités de pilotage à l'élaboration de celui-ci.

Bibliographie :

BENOIST J. (1993), *Anthropologie médicale en société créole*, Paris, PUF.

BLANCHY-DAUREL S. (1990), *La vie quotidienne à Mayotte*, Paris, L'harmattan.

CONDRO M. (2012), « Le pouvoir politique à Mayotte ou le bœuf du mbengo », *Upanga*, n°17.

GODIN O. (2011), « La départementalisation de Mayotte », *La Semaine Juridique Administration et Collectivités territoriales*, n°3.

LARTIGAU-ROUSSIN C. (2004) « De l'harmonie dans le soin », *Face à face* (revue en ligne) n°6.

¹ L'acronyme VulnéO : Signifie Vulnérabilité EAU.

OMS (2013), *Progress sanitation and drinking water 2013 update*, UNICEF & World Health Organization.

STURMA A (2009), *Rapport sur l'étude statistique réalisée auprès de la population mahoraise sur les usages de l'eau et les perceptions des risques sanitaires*, CNRS/SIEAM.

STURMA A. et BECERRA S. (2012), « L'assainissement à Mayotte à quel prix ? Entre vulnérabilité institutionnelle et sociale », in RAYNAUD L., POIROT-DELPECH S., *Pour une socio-anthropologie de l'environnement, Par-delà le local et le global*, Tome 1, L'Harmattan, pp. 207-223.

STURMA A. (2013), *Les défis de l'assainissement à Mayotte : Dynamiques de changement social et effets pervers de l'action publique* », Thèse de doctorat en sociologie, Université de Toulouse Jean-Jaurès.

STURMA A., BECERRA S., MAILLIARD M. (soumis), « La simulation sociale comme outil de communication sociologique : l'incidence de l'augmentation du prix de l'eau sur les relations d'entraide économique à Mayotte ».